

Verband = Fédération

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Hebamme.ch = Sage-femme.ch = Levatrice.ch = Spendrera.ch**

Band (Jahr): **111 (2013)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **10.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Assemblée des déléguées de la FSSF du 15 mai 2013 à Thoune

En ma qualité de présidente sortante, j'ai eu le plaisir d'accueillir à Thoune 109 déléguées de 14 sections à la 121^e Assemblée des déléguées (AD). Au terme de quatre années intenses et enrichissantes, j'ai pu remettre la présidence de la Fédération à Barbara Stocker Kalberer, qui me succède désormais. Les discussions et les décisions prises lors de cette assemblée ont porté sur les affaires courantes, ainsi que sur quatre propositions.

1. Rapports des groupes de travail

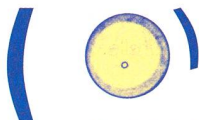
Rapport final du groupe de travail «Indemnités de garde pour sages-femmes indépendantes (sfi)»

La proposition présentée par la section de Zurich et environs à l'Assemblée des déléguées 2011 invitait la FSSF à élaborer une stratégie nationale en vue d'une indemnisation adéquate du service de garde accompli par les sfi dans le suivi de l'accouchement et du post-partum. La FSSF a donc demandé à l'Union syndicale suisse (USS) d'établir une base de calcul des indemnités de garde pour sfi. Cette base a été remise aux sections en mars 2013, accompagnée d'un descriptif du projet et d'un argumentaire.

Selon l'art. 34 LAMal, seules les prestations figurant à l'art. 29 LAMal peuvent être remboursées par l'assurance; par conséquent, celle-ci n'est pas habilitée à verser des indemnités de garde en cas de maternité. Dans le cas où ni la commune ni le canton ne prennent en charge ces indemnités, la sage-femme peut les facturer à la patiente, à condition cependant qu'elle l'en ait dûment informée au préalable. La FSSF recommande donc aux sections d'entreprendre des négociations avec les cantons en vue de régler les indemnités de garde des sfi.

Rapport intermédiaire du groupe de travail «Modules à option obligatoires pour sfi»

La proposition présentée par la section Suisse centrale à l'Assemblée des déléguées 2010 chargeait la FSSF de mettre en place un groupe de travail afin de garantir que les «modules à option obligatoires pour sfi» soient introduits dans la formation et que l'indemnisation soit réglementée de façon appropriée. Le groupe de travail a constaté que la formation en Suisse alémanique diffère de celle de la Suisse romande et que les stages pratiques pour sfi sont eux aussi organisés différemment. Il y a dix-huit mois, le canton de Berne a manifesté son intention d'examiner une demande d'indemnisation de stage. La FSSF essaie maintenant de créer un précédent avec le canton de Berne, en espérant que d'autres cantons pourraient ensuite appliquer une telle réglementation.



Schweizerischer Hebammenverband SHV | Fédération suisse des sages-femmes FSSF | Federazione svizzera delle levatrici FSL | Federaziun svizra da las spendreras FSS

Présidente | Präsidentin
Barbara Stocker Kalberer, SHV
Rosenweg 25 C, Postfach,
3000 Bern 23

Sections | Sektionen

Aargau-Solothurn
Anne Steiner
annehin@web.de
Waltersburgstr. 16, 5000 Aarau
T 062 822 81 21, M 079 455 69 29

Daniela Freiermuth-Hari
danielahari@hotmail.com
Solothurnerstr. 53, 4702 Oensingen
T 078 625 54 43

Bas-Valais
Daniela Sintado
dsintado@bluewin.ch
Rue de Lausanne 24, 1950 Sion
T 079 471 41 60

Isabelle Mabeau
imab61@hotmail.com
Chemin des Müres 27, 1926 Fully
T 027 746 36 53

Beide Basel (BL/BS)
Doris Strub
d.strub@datacomm.ch
Gartenweg 156, 4497 Rünenberg
T 061 983 08 44

Regina Burkhardt
gina99ch@yahoo.de
Ostenbergstr. 3, 4410 Liestal
T 061 322 33 64

Bern

Marianne Haueter
shv-sektionbern@bluewin.ch
Bunschen 171 B, 3765 Oberwil i.S.
T 031 783 01 70

Fribourg
Valentine Jaquier-Roduner
v.jaquier@sage-femme.ch
info@sage-femme-fribourg.ch
Rte en Champ Didon 134, 1740 Neyruz
T 026 477 05 76

Genève

Béatrice Van der Schueren
beavds@bluewin.ch ou
fssf.ge@bluewin.ch
13, chemin du Signal, 1233 Bernex
T 022 757 29 10, M 079 328 86 77

Oberwallis
Ruth Karlen
ruthkarlen@gmx.ch
Mühlackerstr. 26a, 3930 Visp
T 027 945 15 56

Ostschweiz (SG/TG/AR/AI/GR)
Madeleine Grüninger
grueninger.madeleine@bluemail.ch
Weidenhofstr. 3, 9323 Steinach
T 071 440 18 88, M 079 238 40 78

Schwyz

Christine Fässler-Kamm
christinessler@bluewin.ch
Chappelhof 26, 8863 Buttikon
T 055 445 21 54, M 079 733 18 48

Marie-Gabrielle von Weber
mgvonweber@pop.agri.ch
Urenmatt, 6432 Rickenbach
T 041 811 13 26, M 079 516 08 59

Ticino

Francesca Coppa-Dotti
fsl.ti@hotmail.com
Via Raslina 5, 6763 Mairengo
T 091 866 11 71

Simona Pagani Scarabel
fsl.ti@hotmail.com
I ranch da vigana 21, 6528 Camorino
T 076 616 74 06

Vaud-Neuchâtel-Jura (VD/NE/JU)
Fabienne Rime
f.rime@bluemail.ch
Route du Martoret 5, 1870 Monthey
T 079 654 64 71

Zentralschweiz (LU/NW/OW/UR/ZG)
Karien Nöpflin-Defloor
hebammeundmehr@hispeed.ch
Dorfhalde 40, 6033 Buchrain
T 041 442 08 00, M 079 743 88 14

Carmen Zimmermann-Steiger
kontakt@hebamme-luzern.ch
Gärtnerweg 20, 6010 Kriens
T 041 320 63 06, M 079 565 05 82

Zürich und Umgebung (ZH/GL/SH)
Stephanie Hochuli
stephanie.hochuli@shinternet.ch
Köschnerstrasse 95, 8052 Zürich
T 079 711 80 32

Section maisons de naissance

Sektion Geburtshäuser
Présidente | Präsidentin
Barblina Ley
barblina.ley@bluewin.ch
Chemin de la Bergerie 41, 1806 St-Légier
T 021 944 42 49

Rapport intermédiaire du groupe de travail «Négociations tarifaires»

En 2012, l'Assemblée des déléguées a approuvé la proposition de la section Berne de reprendre les négociations tarifaires avec tarifsuisse SA au plus tard en 2014. La FSSF a ainsi mis en place un groupe de travail dont la première tâche a consisté à analyser la situation actuelle en vue de nouvelles négociations tarifaires. Les changements structurels opérés au sein des assurances-maladie confrontent la FSSF à de nouveaux défis, car il faut désormais négocier avec plusieurs «centrales d'achat». La loi préconise une seule structure tarifaire par groupe professionnel, ce qui implique de trouver un accord avec l'ensemble des groupes d'assureurs. Par ailleurs, un nouveau modèle tarifaire ne doit pas entraîner de coûts supplémentaires. La prochaine tâche du groupe de travail consiste à étudier les stratégies qui permettraient d'adapter les tarifs des sages-femmes indépendantes, inchangés depuis près de vingt ans.

2. Rapports de l'année en cours

Association suisse des maisons de naissance (IGGH-CH®)

L'Association suisse des maisons de naissance (IGGH-CH®) a donné des informations sur les négociations tarifaires parfois difficiles dans les secteurs ambulatoire et hospitalier, ainsi que sur l'accroissement du travail administratif qui pèse lourdement sur les maisons de naissance (MN), en particulier les petites structures. En 2012, 1335 accouchements ont eu lieu dans les 22 maisons de naissance, 127 de plus que l'année précédente. L'IGGH-CH® a pour objectif de s'engager encore davantage pour la promotion de l'accouchement naturel et la valorisation du travail des sages-femmes.

Collaboration internationale

Le Comité central a informé sur la réunion annuelle du Central European Region Meeting (groupe CER) de l'ICM, réunion à laquelle l'Irlande, les Pays-Bas, l'Autriche, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Croatie, la Slovénie, la Belgique, la Hongrie, le Luxembourg, la République tchèque et la Suisse ont participé et qui est destinée aux échanges entre les divers pays. C'est aussi l'occasion pour les participant-e-s d'obtenir des informations de l'ICM. Les thématiques d'actualité sont l'augmentation des primes des assurances responsabilité civile professionnelle et le taux élevé de césariennes. Par ailleurs, le Comité central a informé sur le projet de jumelage entre le Mali et la Suisse, projet émanant lui aussi d'une initiative de l'ICM.

3. Elections

A une large majorité, Barbara Stocker Kalberer, de la section Suisse centrale, a été élue nouvelle présidente de la FSSF. Marianne Indergand-Erni, Susanne Clauss, Sabrina Schipani, Yvonne Meyer-Leu et Miriam Wille ont été confirmées dans leurs fonctions de membres du Comité central pour les quatre ans à venir. Hélas, aucune candidate de Suisse romande ou du Tessin ne s'était proposée pour faire partie du Comité central.

4. Propositions

Après discussion, les déléguées se sont prononcées sur quatre propositions ordinaires.

Les déléguées ont rejeté la proposition de la section Genève, qui demandait un nouveau pourcentage de répartition des cotisations entre la Fédération et les sections. La proposition

de lancer une initiative populaire pour un congé-paternité payé, présentée elle aussi par la section Genève, a été rejetée. La proposition, présentée par la commission des sages-femmes indépendantes de la section Berne et le cercle des sages-femmes de la section Argovie-Soleure, et qui préconisait le retrait et l'adaptation des «Recommandations sur la surveillance de la grossesse physiologique», a été rejetée; l'assemblée n'est pas entrée en matière sur la contre-proposition de scinder cette proposition en deux volets distincts. En revanche, les déléguées ont accepté la proposition de nouvelle organisation du Congrès, présentée par le Comité central.

5. Finances

Les comptes 2012 clôturent avec un bénéfice de CHF 62 604.90. La différence avec la perte budgétisée de CHF 185.– s'explique par les recettes supplémentaires provenant de la formation continue et permanente, des cotisations des membres, ainsi que du parrainage et des annonces. Les comptes 2012 ont été approuvés par les déléguées, qui ont aussi approuvé le budget 2013 avec une perte de CHF 580.–. Pour les négociations tarifaires, une somme globale de CHF 50 000.– a été inscrite au budget.

Dans l'ensemble, la situation financière de la FSSF peut être qualifiée de bonne. Avec le bénéfice réalisé en 2012, l'objectif d'augmenter le capital de l'organisation a pu être atteint. Par sécurité, des montants ont été provisionnés pour les projets coûteux. Le plan financier ne présente aucun déficit structurel d'ici à 2015. La comptabilité analytique a été introduite et donne des informations claires sur les dépenses et les recettes dans les différents domaines. En cas d'écart par rapport aux objectifs stratégiques, des mesures pourraient déjà être prises l'année suivante.

6. Congrès 2014

Le prochain Congrès national des sages-femmes aura lieu les 14 et 15 mai 2014 à Zurich. La section Zurich et environs a choisi le thème «Embarque avec nous vers le monde de la naissance!». Les sages-femmes zurichoises se réjouissent de vous accueillir en mai 2014.

Enfin, les déléguées ont pris congé de Sophie Eifler-Menk en la remerciant pour son travail au sein du Comité central ces dernières années.

Après toutes ces discussions intéressantes et ces nombreuses décisions, j'ai clos la séance de l'Assemblée des déléguées 2013 à 17 heures. Je remercie les déléguées, mes collègues du Comité central et le Secrétariat de leur engagement, ainsi que la section Berne de l'excellente organisation de cette journée.

*Liliane Maury Pasquier, Présidente de la FSSF
jusqu'au 15 mai 2013*



Liliane Maury Pasquier et Barbara Stocker Kalberer

Barbara Stocker Kalberer, nouvelle présidente de la FSSF

Liliane Maury Pasquier ayant renoncé à solliciter un nouveau mandat de présidente, Barbara Stocker Kalberer a été élue pour prendre sa succession lors de l'Assemblée des déléguées de la FSSF du 15 mai 2013.

Ce 15 mai, les déléguées de la FSSF ont pris congé de Liliane Maury Pasquier en sa qualité de présidente. Durant les quatre années de son mandat, celle-ci a dirigé la FSSF avec beaucoup d'engagement tant en politique professionnelle qu'à titre personnel. Par ses interventions politiques sur le taux élevé de césariennes ou pour la suppression de la participation aux coûts en cas de maternité, elle s'est investie, en tant que Conseillère aux Etats du canton de Genève, aussi pour les intérêts des sages-femmes au niveau parlementaire. Durant son mandat à la présidence, elle a en outre encouragé l'échange interdisciplinaire avec d'autres groupes professionnels, a soutenu les maisons de naissance dans les négociations tarifaires et a entretenu des liens avec l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) et d'autres acteurs importants de la politique professionnelle.

L'Assemblée des déléguées a ensuite élu Barbara Stocker Kalberer à la tête de la Fédération. Celle-ci connaît la situation des sages-femmes et les conditions économiques souvent précaires qu'elles rencontrent. C'est pourquoi elle compte se battre pour rendre le rôle de la sage-femme plus visible dans le domaine de la santé: «Notre travail, qui devrait occuper une place majeure dans les soins de base et dans la promotion de la santé de la mère et de l'enfant, perd toujours plus en importance. Nous devons, comme dans d'autres pays européens, considérer la continuité de la prise en charge des femmes durant la grossesse, l'accouchement et le post-partum dans les soins de base médicaux comme notre rôle central.». Elle entend également se battre pour les sages-femmes employées.

Le comité central, les sections et le secrétariat remercient Liliane Maury Pasquier pour son engagement sans faille au cours de ces quatre dernières années. Même si elle se retire de la présidence de la Fédération, elle demeure pour nous sages-femmes, en qualité de Conseillère aux Etats, une partenaire importante dans la politique professionnelle. Nous nous réjouissons de la collaboration à venir!

Le Comité central et le secrétariat

Enquête auprès des clientes des sages-femmes indépendantes 2013

Dans le cadre de la gestion de la qualité pour les sages-femmes indépendantes, la FSSF procédera, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2013, à la troisième enquête auprès des clientes des sages-femmes indépendantes. Afin que le volume de réponses soit suffisant et que l'enquête soit aussi représentative que possible, la FSSF dépend de la collaboration des sages-femmes indépendantes sélectionnées au hasard. Nous prions ces dernières de remettre les questionnaires à leurs clientes dans le délai imparti et de retourner sans attendre au secrétariat les questionnaires dont elles n'ont pas besoin. Les résultats de l'enquête seront communiqués aux sections d'ici juin 2014 au plus tard.

Ella Benninger, chargée de qualité sfi



Contrôles minimaux durant la grossesse

Problématique

Les sages-femmes sont régulièrement confrontées à des femmes enceintes qui souhaitent bénéficier de leur suivi durant la grossesse mais ne veulent pas de certaines méthodes d'examen pour des raisons éthiques, religieuses ou autres. Le texte qui suit concerne les femmes qui ne souhaitent que le plus petit contrôle possible (ci-après: «contrôle minimal») c'est-à-dire principalement l'évaluation manuelle mais aucune prise de sang ni aucun ultrason. La question se pose dès lors de savoir si une sage-femme peut renoncer à ces moyens diagnostiques établis sans être tenue légalement responsable si la mère ou l'enfant subissent un dommage au cours de la grossesse ou de l'accouchement.

Droit civil

Critère de responsabilité

Selon le droit des obligations, le suivi d'une femme enceinte, d'une parturiente ou d'une accouchée répond aux règles du mandat. Conformément à l'art. 398 al. 1 CO, en qualité de mandataires, les sages-femmes sont responsables envers leur cliente de la bonne et fidèle exécution du mandat. La responsabilité est, de par la loi, soumise aux mêmes règles que celle de la travailleuse dans le droit du travail. Le critère du soin nécessaire se fonde en la matière sur des facteurs objectifs. Une sage-femme satisfait à son devoir de diligence lorsque, pour l'exécution d'un mandat, elle procède selon les principes, généralement reconnus et devenus propriété commune, de la science médicale et notamment de la pratique obstétricale par les sages-femmes. En posant un diagnostic, la sage-femme a donc l'obligation d'inclure toutes les méthodes d'examen¹ qui sont généralement reconnues et uti-

¹ Sur son site internet, dans le domaine réservé aux membres, la FSSF met à disposition des recommandations pour la surveillance de la grossesse physiologique.

lisées par d'autres praticiennes. Une sage-femme qui ne recourt pas à toutes les méthodes d'examen offertes ou ne les prescrit pas risque de se voir reprocher une erreur ou une absence de diagnostic.

Une limitation de la responsabilité est-elle possible?

Il est cependant possible de convenir avec la cliente d'une libération de responsabilité en cas de faute légère. C'est ce que prévoit l'art. 100, al. 1 CO. Toute libération de responsabilité en cas de faute grave est cependant exclue. C'est pourquoi, sur le plan juridique, la question se pose de savoir si un suivi de grossesse effectué principalement à l'aide de l'évaluation manuelle présente des risques tels que les méthodes de suivi de la sage-femme seraient jugées gravement négligentes en l'état actuel des connaissances. Il s'agit-là d'une question à laquelle un tribunal ne pourrait lui-même répondre. Pour un tel jugement, il ferait plutôt appel à des spécialistes médicaux, autrement dit à des gynécologues et éventuellement à d'autres sages-femmes. Dès lors, il y a, à mon avis, un risque important que le suivi de grossesse à l'aide de la simple évaluation manuelle soit jugé gravement négligent, car il reste manifestement bien en deçà de ce que la science actuelle recommande. Par conséquent, il n'est guère possible pour la cliente de libérer la sage-femme de sa responsabilité par une déclaration.

Droit pénal

Lorsque l'enfant à naître ou la femme enceinte, ou bien l'enfant au cours de la naissance ou la parturiente sont blessés ou tués, des questions complexes de droit pénal se posent.

Protection pénale de l'enfant à naître?

La première réflexion porte sur la question de savoir si le fœtus, soit l'enfant à naître, jouit lui-même d'une protection pénale. Comme on le sait, cela ne vaut que dans le cas de l'interdiction d'avorter et même pas de manière absolue. Une lésion corporelle causée à une femme enceinte et qui porte surtout atteinte au fœtus est considérée comme une lésion corporelle envers la femme. Ce n'est qu'à la naissance que le fœtus devient, au sens du droit pénal, une personne qui peut être tuée ou blessée. Voici pour le principe. Il est toutefois évident que, au cours d'une procédure, le tribunal pénal prendra toujours aussi en compte les intérêts de l'enfant à naître. Il convient d'en tenir compte dans ce qui suit. En principe, on pourrait en effet dire qu'une future mère a, sur le plan pénal, le droit de mettre elle-même sa santé en danger dès lors qu'elle a été informée de manière exhaustive par la sage-femme sur les risques liés à son comportement. Mais il est possible que les tribunaux hésitent à appliquer ces idées libérales dans le cas d'une femme enceinte dont l'enfant subit une atteinte à cause d'un suivi minimal de la sage-femme. Dans un tel cas, on admettra, de façon explicite ou non, que la femme enceinte a un certain devoir de diligence envers l'enfant à naître.

Acte ou omission?

Un tribunal fera la même réflexion à propos de la question de savoir si la sage-femme concernée a porté atteinte à l'enfant ou à la mère par un acte ou par une omission. Cette distinction a une grande importance sur le plan pénal, car les conditions de punissabilité répondent à des exigences différentes selon le cas. Pour les contrôles minimaux par la sage-femme,

l'accent est manifestement mis sur l'omission et non sur l'acte: la sage-femme n'a pas mesuré la pression artérielle, elle n'a pas fait de contrôle d'urine ni de prise de sang. Lors d'une telle omission, la question qui se pose normalement est de savoir si la personne aurait somme toute dû agir. Dans notre situation, les tribunaux répondraient sans autre par l'affirmative. La sage-femme qui ne fait que des contrôles minimaux et accompagne la femme de cette manière durant la grossesse rend possible une telle façon de faire pour la femme enceinte, lui donne éventuellement une fausse sécurité et assume, par son comportement, une certaine responsabilité envers le fœtus comme envers la femme enceinte.

Acte intentionnel ou négligence?

Lorsque la sage-femme consent à ne pas entreprendre des examens essentiels, un tribunal sera tenté, dans certains cas, de lui reprocher non seulement un comportement négligent mais peut-être même un acte intentionnel. La réflexion sous-jacente est alors que plus le comportement de la sage-femme est imprudent et plus il faut s'attendre à certaines atteintes; et les juges estimeront très imprudent un suivi de grossesse effectué seulement à l'aide d'une évaluation manuelle.

Consentement

Se pose encore la question de savoir si la femme enceinte peut consentir à une atteinte à ses biens juridiques (son corps et sa vie) lorsque cette atteinte n'est pas certaine, justement du fait qu'il s'agit de négligence. Dans un tel cas, la gravité de l'atteinte subie par la mère ou l'enfant sera déterminante pour une décision judiciaire. Si l'atteinte est grave, le tribunal partira souvent du principe qu'un consentement n'était pas possible. En revanche, si l'atteinte au bien-être de la mère ou de l'enfant est seulement légère, le tribunal tendra à admettre que la décision de la femme enceinte préinformée de consentir à une atteinte par négligence était juridiquement valable et relaxera la sage-femme.

Droit public

Dans la législation de nombreux cantons, les sages-femmes sont mentionnées en qualité de professionnelles du domaine de la santé et sont donc soumises à des règles particulières. La loi sur la santé publique (LSP) du canton de Berne en parle, par exemple, à l'art. 15. Conformément à l'art. 22 al. 1 LSP en relation avec l'art. 40 de la loi sur les professions médicales (LPMéd), les sages-femmes doivent exercer leur activité avec soin et conscience professionnelle. En cas de violation des devoirs professionnels ou d'autres prescriptions de santé publique, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut prononcer à l'encontre de la sage-femme des mesures disciplinaires (art. 17a LSP en relation avec l'art. 43 LPMéd). A titre de mesures disciplinaires possibles, le droit de santé publique du canton de Berne prévoit un avertissement, un blâme ou une amende de 20 000 francs au plus, ainsi qu'une interdiction d'exercice indépendant de la profession.

Dans la pratique, la procédure disciplinaire en raison de violation des devoirs professionnels est rare et se limite principalement à de graves violations. En règle générale, une procédure disciplinaire n'est engagée que s'il y a eu d'abord une procédure pénale ou civile. Cela dit, on peut se demander si on peut encore prétendre qu'une sage-femme exerce son activité soigneusement et consciemment, au sens de la législation sur

la santé publique, lorsqu'elle accompagne une grossesse seulement à l'aide de la simple évaluation manuelle. Puisqu'une telle façon de procéder est largement en deçà de l'état actuel des connaissances scientifiques, les autorités sanitaires du canton répondront à cette question par la négative. En effet, une sage-femme qui accepte de se limiter à l'évaluation manuelle lors de la grossesse n'agit plus soigneusement et consciemment au sens de la loi. La sage-femme doit donc compter avec des mesures disciplinaires. Celles-ci seront d'autant plus sévères que l'atteinte à la mère et à l'enfant est importante. Dans ce cas, l'argument selon lequel la femme enceinte a été informée de manière exhaustive par la sage-femme sur les dangers et les risques d'une telle solution ne sera que de peu d'utilité. En effet, la plupart des autorités sanitaires cantonales partiront, selon toute vraisemblance, du principe qu'un exercice soigneux de la profession de sage-femme demande parfois de ne pas accéder à un souhait de la femme enceinte, à savoir, dans un tel cas, qu'elle refuse d'assurer un suivi de grossesse dans ces conditions.

Conclusion

Sur le plan juridique, il convient de considérer un suivi de grossesse se limitant à des évaluations manuelles comme étant insuffisant au vu des connaissances scientifiques actuelles. Une sage-femme qui y consent doit s'attendre à des problèmes juridiques; selon le cas, elle peut même être accusée de négligence grave, de sorte que son assurance responsabilité civile risque de se retourner contre elle.

Elle ne peut pas non plus éviter ces problèmes si elle dispose d'un consentement écrit de la future mère. Certes, grâce à un consentement énumérant les risques, elle peut prouver avoir complètement informé la femme. Mais, sur le plan pénal justement, on lui reprochera d'avoir manifestement eu connaissance elle-même des risques; dès lors, pourquoi s'est-elle engagée dans ce jeu dangereux? Un tel consentement sera donc de peu d'utilité pour la sage-femme, justement du fait que, par son souhait, la future mère ne met pas seulement en danger sa propre santé mais aussi celle de l'enfant à naître et même y porte atteinte.

Chaque sage-femme doit décider pour elle-même si elle entend consentir à un tel contrôle minimal. Souvent, les grossesses se dérouleront aussi sans problème. Mais, si un événement malheureux se produit, la sage-femme se retrouvera en très mauvaise posture sur le plan juridique. L'auteure et la FSSF déconseillent donc expressément d'assumer de tels suivis. Car, dans le pire des cas, la sage-femme mettrait alors son existence professionnelle en danger.

D' Kathrin Kummer, avocate, juriste de la FSSF, Berne

SHV-Delegiertenversammlung vom 15. Mai 2013 in Thun

Als scheidende SHV-Präsidentin durfte ich in Thun 109 Delegierte aus 14 Sektionen zur 121. Delegiertenversammlung (DV) begrüßen. Nach vier intensiven und spannenden Jahren konnte ich die Verbandsführung an meine Nachfolgerin Barbara Stocker Kalberer übergeben. Nebst den ordentlichen Geschäften wurde über vier Anträge debattiert und entschieden.

1. Berichte Arbeitsgruppen

Abschlussbericht der Arbeitsgruppe *Pikettenschädigung frei praktizierende Hebammen (fpH)*

Der von der Sektion Zürich und Umgebung eingereichte Antrag an die Delegiertenversammlung 2011 forderte den SHV auf, eine nationale Strategie zur adäquaten Entschädigung des Pikettendienstes für Geburts- und Wochenbettbetreuung durch fpH zu erarbeiten. Der SHV hat dem Schweizerischen Gewerkschaftsbund (SGB) deshalb den Auftrag erteilt, eine Berechnungsgrundlage für die Pikettenschädigung der fpH zu erstellen. Diese wurde den Sektionen im März 2013, zusammen mit einer Projektbeschreibung und einem Argumentarium, übergeben.

Da die soziale Krankenversicherung gemäss Art. 34 KVG nur bezahlen darf, was an Leistungen (u.a.) in Art. 29 KVG umschrieben ist, ist sie nicht befugt, Pikettenschädigungen bei Mutterschaft zu bezahlen. Kommen weder Gemeinde noch Kanton für die Pikettenschädigung auf, so kann die Hebamme diese der Frau in Rechnung stellen. Allerdings setzt dies voraus, dass die Hebamme die Frau ausdrücklich darüber informiert. Der SHV empfiehlt seinen Sektionen deshalb, mit den Kantonen in Verhandlung zu treten, um die Pikettenschädigung der fpH zu regeln.

Zwischenbericht der Arbeitsgruppe *Wahlpflichtmodule bei frei praktizierenden Hebammen (fpH)*

Der von der Sektion Zentralschweiz eingereichte Antrag an die Delegiertenversammlung 2010 forderte den SHV auf, eine Arbeitsgruppe einzusetzen, die sicherstellt, dass sogenannte Wahlpflichtmodule bei fpH in die Ausbildung eingebaut werden und die Entschädigung angemessen geregelt wird. Die Arbeitsgruppe hat festgestellt, dass die Ausbildung in der Deutschschweiz und der Westschweiz unterschiedlich ist und auch die Praktika bei den fpH jeweils anders geregelt sind. Der Kanton Bern signalisierte vor eineinhalb Jahren Offenheit, einen Antrag bezüglich der Entschädigung von Praktika zu prüfen. Der SHV versucht nun, mit dem Kanton Bern einen Präzedenzfall zu schaffen mit der Hoffnung, dass dann andere Kantone diese Entschädigungsregelung übernehmen könnten.

Zwischenbericht Arbeitsgruppe *Tarifverhandlungen*

Die Delegiertenversammlung 2012 genehmigte den von der Sektion Bern gestellten Antrag, der die Wiederaufnahme der Tarifverhandlungen mit der tarifsuisse ag bis spätestens 2014 fordert. Der SHV setzte in der Folge eine Arbeitsgruppe ein, die in einem ersten Schritt die Ausgangslage für die Tarifverhandlungen analysierte. Die strukturellen Veränderungen bei den Krankenversicherern stellen den SHV vor zusätzliche

Herausforderungen, denn zukünftig muss mit mehreren «Einkaufsgemeinschaften» verhandelt werden. Auf Grund der gesetzlichen Ausgangslage darf es pro Berufsgruppe nur eine Tarifstruktur geben, was zur Folge hat, dass man sich mit allen Versicherergruppen einig werden muss. Zudem dürfen mit einem neuen Tarifmodell keine Mehrkosten verursacht werden. Die Arbeitsgruppe prüft nun in einem nächsten Schritt, welche Strategien möglich sind, damit der seit fast 20 Jahren unveränderte Tarif der frei praktizierenden Hebammen angepasst werden kann.

2. Berichte aus dem laufenden Jahr

Interessengemeinschaft der Geburtshäuser in der Schweiz (IGGH-CH®)

Die Interessengemeinschaft der Geburtshäuser in der Schweiz (IGGH-CH®) berichtete über die teilweise schwierigen Tarifverhandlungen für den ambulanten und stationären Bereich und den zunehmenden administrativen Aufwand, der vor allem für Geburtshäuser (GH) mit kleinen Strukturen sehr gross ist. 2012 wurden in den 22 GH 1335 Geburten durchgeführt, 127 mehr als im Vorjahr. Die IGGH-CH® will sich zukünftig noch mehr für die Förderung der natürlichen Geburt und für die Stärkung der Hebammenarbeit einsetzen.

Internationale Zusammenarbeit

Der Zentralvorstand berichtete über das jährliche Treffen des Central European Region Meeting (CER-Gruppe) des ICM, in der Irland, Holland, Österreich, Grossbritannien, Deutschland, Frankreich, Kroatien, Slowenien, Belgien, Ungarn, Luxemburg, Tschechien und die Schweiz vertreten sind. Die Treffen dienen dem Austausch unter den verschiedenen Ländern. Zugleich erhalten die Anwesenden Informationen des ICM. Aktuelle Themen sind z.B. die steigenden Prämien für die Berufshaftpflichtversicherungen und die hohen Kaiserschnittraten. Der Zentralvorstand berichtete zudem über aktuellen Stand des Twinning-Projekts zwischen Mali und der Schweiz, das ebenfalls auf einer Initiative des ICM basiert.

3. Wahlen

Barbara Stocker Kalberer aus der Sektion Zentralschweiz wurde mit grosser Mehrheit zur neuen SHV-Präsidentin gewählt. Marianne Indergand-Erni, Susanne Clauss, Sabrina Schipani, Yvonne Meyer-Leu und Miriam Wille wurden für weitere vier Jahre im Zentralvorstand bestätigt. Aus der Romandie bzw. dem Tessin stellte sich leider niemand für das Amt eines Zentralvorstands zur Verfügung.

4. Anträge

Die Delegierten diskutierten und entschieden über vier ordentliche Anträge.

Die Delegierten lehnten den Antrag der Sektion Genf, der eine neue Aufteilung der Mitgliederbeiträge zwischen dem Gesamtverband und den Sektionen forderte, ab. Der ebenfalls von der Sektion Genf eingereichte Antrag, eine Volksinitiative für einen bezahlten Vaterschaftsurlaub zu lancieren, wurde abgelehnt. Der von der Kommission frei praktizierender Hebammen der Sektion Bern und des Hebammenzirkels der Sektion Aargau-Solothurn eingereichte Antrag, die Empfehlungen für die Betreuung der physiologischen Schwangerschaft zurückzuziehen und zu ergänzen, wurde abgelehnt. Auf den ausserordentlichen Gegenvorschlag, diesen Antrag

in zwei Anträge aufzuteilen, wurde nicht eingetreten. Die Delegierten genehmigten jedoch den Antrag des Zentralvorstandes bezüglich der neuen Kongressorganisation.

5. Finanzen

Die Erfolgsrechnung 2012 schliesst mit einem Gewinn von CHF 62 604.90 ab. Die Abweichung zum budgetierten Verlust von CHF 185.– ist durch die Mehreinnahmen bei der Fort- und Weiterbildung und bei den Mitgliederbeiträgen sowie im Bereich Sponsoring und Inseratemarketing zu begründen. Die Rechnung 2012 wird von den Delegierten genehmigt. Die Delegierten genehmigten zudem das Budget 2013 mit einem Verlust von CHF 580.–. Für die Tarifverhandlungen werden insgesamt CHF 50 000.– budgetiert.

Die finanzielle Lage des SHV kann insgesamt als gut bezeichnet werden. Mit dem 2012 erzielten Gewinn konnte das Ziel, das Organisationskapital aufzustocken, erreicht werden. Für aufwändige Projekte wurden sicherheitshalber Rückstellungen gemacht. Der Finanzplan zeigt bis 2015 keine strukturellen Defizite auf. Die Kostenstellenrechnung ist eingeführt und macht klare Aussagen bezüglich Aufwand und Ertrag in den verschiedenen Bereichen. Bei allfälligen Abweichungen von den strategischen Vorgaben könnten bereits auf das Folgejahr Massnahmen getroffen werden.

6. Kongress 2014

Der nächste nationale Hebammenkongress findet am 14. und 15. Mai 2014 in Zürich statt. Die Sektion Zürich und Umgebung hat das Thema «Die Welt der Geburtshilfe, komm mit auf die Reise!» gewählt. Die Zürcher Hebammen freuen sich darauf, Sie im Mai 2014 begrüssen zu dürfen.

Abschliessend haben die Delegierten Sophie Eifler-Menk aus dem Zentralvorstand verabschiedet. Wir danken ihr für das Engagement in den letzten Jahren.

Nach spannenden Diskussionen und vielen Entscheiden konnte ich die Delegiertenversammlung 2013 um 17 Uhr schliessen. Ich bedanke mich bei den Delegierten und bei den Kolleginnen im Zentralvorstand und bei der Geschäftsstelle für die engagierte Arbeit und bei der Sektion Bern für die gute Organisation.

Liliane Maury Pasquier, SHV-Präsidentin bis 15. Mai 2013



Liliane Maury Pasquier und Barbara Stocker Kalberer

Barbara Stocker Kalberer neue Präsidentin des SHV

Liliane Maury Pasquier stellte sich nicht für eine weitere Amtsperiode als SHV-Präsidentin zur Verfügung. Als ihre Nachfolgerin wurde an der Delegiertenversammlung (DV) des SHV vom 15. Mai 2013 Barbara Stocker Kalberer gewählt.

Die Delegierten des SHV verabschiedeten *Liliane Maury Pasquier* als ihre Präsidentin. Sie führte den SHV in ihrer vierjährigen Amtszeit mit hohem berufspolitischem und persönlichem Engagement. Mit ihren politischen Vorstössen zu den hohen Kaiserschnitttraten oder der Kostenbefreiung auf allen Leistungen der Mutterschaft setzte sie sich als Ständerätin des Kantons Genf auch auf parlamentarischer Ebene für die Anliegen der Hebammen ein. Während ihrer Amtszeit förderte sie zudem den interdisziplinären Austausch mit anderen Berufsgruppen, unterstützte die Geburtshäuser bei den Tarifverhandlungen und pflegte den Kontakt mit dem Bundesamt für Gesundheit (BAG), der Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK) und weiteren berufspolitisch relevanten Akteuren.

Die DVH wählte *Barbara Stocker Kalberer* neu an die Verbandsspitze. Sie kennt die Situation der Hebammen und weiss um ihre oft prekäre wirtschaftliche Situation. Sie will sich deshalb dafür einsetzen, dass die Rolle der Hebammen im Gesundheitswesen sichtbar wird: «Unsere Arbeit, die in der Grundversorgung und in der Gesundheitsförderung von Mutter und Kind einen wichtigen Stellenwert haben sollte, verliert immer mehr an Bedeutung. Wir müssen, wie in anderen europäischen Ländern auch, die kontinuierliche Betreuung der Frauen während Schwangerschaft, Geburt und Wochenbett in der medizinischen Grundversorgung als unsere zentrale Rolle wahrnehmen.» Auch für die angestellten Hebammen will sie sich einsetzen.

Der Zentralvorstand, die Sektionen und die Geschäftsstelle danken Liliane Maury Pasquier für ihr grosses Engagement in den letzten vier Jahren. Auch wenn sie sich von der Verbandsspitze zurückzieht, so bleibt sie uns Hebammen als Ständerätin weiterhin eine wichtige Partnerin in der Berufspolitik. Auf diese Zusammenarbeit freuen wir uns!

Zentralvorstand und Geschäftsstelle

Befragung von Kundinnen der frei praktizierenden Hebammen 2013

Im Rahmen des Qualitätsmanagements für frei praktizierende Hebammen (fph) führt der SHV vom 1. September bis 31. Dezember 2013 die dritte Befragung bei Kundinnen der frei praktizierenden Hebammen durch. Damit der Rücklauf gross und die Befragung möglichst aussagekräftig ist, ist der SHV auf die Mithilfe der nach dem Zufallsprinzip ausgewählten frei praktizierenden Hebammen angewiesen. Wir bitten diese, die Fragebögen fristgerecht an die Kundinnen weiterzuleiten und nicht benötigte Fragebogen umgehend an die Geschäftsstelle zu retournieren. Die Resultate der Befragung werden bis spätestens Juni 2014 den Sektionen bekanntgegeben.

Ella Benninger, Qualitätsbeauftragte fph

Minimalkontrolle während der Schwangerschaft

Fragestellung

Hebammen sehen sich immer wieder mit schwangeren Frauen konfrontiert, die sich zwar von ihr während der Schwangerschaft betreuen lassen möchten, jedoch aus ethischen, religiösen oder andern Gründen auf bestimmte Untersuchungsmethoden verzichten wollen. Im Folgenden geht es um diejenigen Frauen, die nur eine kleinstmögliche Kontrolle (in der Folge «Minimalkontrolle» genannt), also hauptsächlich Tastbefund und keine Blutentnahme oder keinen Ultraschall möchten. Es stellt sich dann die Frage, ob eine Hebamme auf diese etablierten Diagnosemittel verzichten kann ohne rechtlich verantwortlich zu werden, wenn Mutter oder Kind im Zusammenhang mit der Schwangerschaft oder Geburt einen Schaden erleiden.

Zivilrecht

Haftungsmassstab

Die Betreuung einer Schwangeren, Gebärenden oder Wöchnerin ist ein Auftrag nach Obligationenrecht. Gemäss Art. 398 Abs. 1 OR haben die Hebammen als Beauftragte für eine sorgfältige und getreue Behandlung ihrer Klientinnen einzustehen. Der Haftungsmassstab ist von Gesetzes wegen gleich demjenigen, wie er im Arbeitsrecht für die Arbeitnehmerin gilt. Das Mass der notwendigen Sorgfalt richtet sich dabei nach objektiven Faktoren. Eine Hebamme kommt ihrer Sorgfaltspflicht nach, wenn sie bei der Behandlung nach den allgemein anerkannten und zum Gemeingut gewordenen Grundsätzen der medizinischen Wissenschaft, insbesondere der Hebammenheilkunde, verfährt. Bei der Stellung einer Diagnose hat die Hebamme somit die Pflicht, alle Untersuchungsmethoden¹ einzubeziehen, die generell anerkannt sind und

¹ Der SHV stellt auf seiner Website im Bereich «Mitglieder» Empfehlungen für die Betreuung der physiologischen Schwangerschaft zur Verfügung.

von anderen Praktikerinnen angewendet werden. Eine Hebamme, die nicht alle gebotenen Untersuchungsmethoden anwendet oder verordnet riskiert, dass ihr eine falsche oder fehlende Diagnose angelastet werden kann.

Haftungsbeschränkung möglich?

Es besteht jedoch die Möglichkeit, mit der Klientin eine *Haftungsbeschränkung bezüglich leichter Fahrlässigkeit* zu vereinbaren. Dies sieht Art. 100 Abs. 1 OR vor. Eine *Haftungsbeschränkung bezüglich grober Fahrlässigkeit* ist aber ausgeschlossen. Es stellt sich rechtlich daher die Frage, ob eine Schwangerschaftsbetreuung, die hauptsächlich mit Tastbefund gemacht wird, so hohe Risiken in sich birgt, dass die Betreuungsmethoden der Hebamme beim heutigen Stand des Wissens als grob fahrlässig beurteilt würden. Es handelt sich dabei um eine Frage, die ein Gericht selbst nicht beantworten kann. Es wird für diese Beurteilung viel mehr medizinische Fachleute, also Gynäkologinnen und eventuell andere Hebammen, beiziehen. Dann ist meiner Meinung nach die Gefahr gross, dass die Schwangerschaftsbetreuung mittels blossen Tastbefunds als grob fahrlässig beurteilt werden wird, weil sie doch offensichtlich massiv hinter dem zurückbleibt, was die aktuelle Wissenschaft empfiehlt. Es ist deshalb kaum möglich, dass die Klientin die Hebamme mittels einer Erklärung von der Haftung entbindet.

Strafrecht

Wenn das ungeborene Kind oder die Schwangere bzw. das Kind während des Geburtsvorganges oder die Gebärende verletzt oder getötet werden, stellen sich komplizierte strafrechtliche Fragen.

Strafrechtlicher Schutz des ungeborenen Kindes?

Die erste Überlegung betrifft die Frage, ob der Fötus, also das ungeborene Kind, selbst strafrechtlichen Schutz geniesst. Wie wir alle wissen, ist dies nur bezüglich des Abtreibungsverbotes so, dass ja auch nicht absolut gilt. Eine Körperverletzung an einer schwangeren Frau, die vor allem den Fötus schädigt, wird als Körperverletzung gegenüber der Schwangeren betrachtet. Erst mit der Geburt wird der Fötus im strafrechtlichen Sinn zum Menschen, der getötet oder verletzt werden kann. Soweit der Grundsatz. Es ist aber offensichtlich, dass ein Strafgericht in einem Verfahren die Interessen des ungeborenen Kindes immer auch mitberücksichtigen wird. Dies gilt es im Folgenden zu beachten. Prinzipiell könnte man nämlich sagen, dass eine werdende Mutter strafrechtlich das Recht hat, sich selbst gesundheitlich zu gefährden, wenn sie von der Hebamme vollumfänglich über die Gefahren ihres Verhaltens informiert worden ist. Die Gerichte dürften aber zögern, diesen liberalen Grundgedanken im Falle einer Schwangeren, deren Kind wegen einer minimalen Hebammenbetreuung Schäden davon trägt, umzusetzen. Hier wird man ausgesprochen oder unausgesprochen davon ausgehen, dass die Schwangere eine gewisse Fürsorgepflicht gegenüber dem ungeborenen Kind hat.

Tun oder Unterlassen?

Dieselbe Überlegung wird ein Gericht machen, wenn es um die Frage geht, ob die mitwirkende Hebamme das Kind oder die Mutter durch ein Tun oder ein Unterlassen geschädigt hat. Diese Unterscheidung ist strafrechtlich von grosser Bedeutung, stellen sich doch an die Strafbarkeit je nach dem ver-

schiedene Anforderungen. Im Fall der Minimalkontrollen durch die Hebamme liegt der Fokus offensichtlich auf dem Unterlassen, nicht auf dem Tun: Die Hebamme hat den Blutdruck nicht gemessen, sie hat keine Urinkontrollen gemacht und kein Blut abgenommen. Bei einem solchem Unterlassen stellt sich normalerweise die Frage, ob die unterlassende Person überhaupt hätte handeln müssen. In unserer Konstellation dürfte dies von den Gerichten ohne weiteres bejaht werden. Die Hebamme, die nur Minimalkontrollen macht und die Frau so durch die Schwangerschaft begleitet, ermöglicht der Schwangeren erst ein solches Vorgehen, vermittelt ihr eventuell eine falsche Sicherheit und übernimmt mit ihrem Verhalten eine gewisse Verantwortung sowohl dem Fötus als auch der Schwangeren gegenüber.

Vorsatz oder Fahrlässigkeit?

Wenn die Hebamme aber darin einwilligt, zentrale und wichtige Untersuchungen nicht vorzunehmen, wird manches Gericht versucht sein, ihr nicht nur fahrlässiges, sondern vielleicht sogar eventualvorsätzliches Verhalten vorzuwerfen. Die Überlegung dahinter ist dann diejenige, dass mit einer bestimmten Schädigung umso eher gerechnet werden muss, je unvorsichtiger das Verhalten der Hebamme ist; und eine Schwangerschaftsbegleitung nur mit Tastbefund wird von den Gerichten wohl als recht unvorsichtig beurteilt.

Einwilligung

Es stellt sich noch die Frage, ob die Schwangere in die Verletzung ihrer Rechtsgüter – Leib und Leben – einwilligen kann, wenn diese Verletzung nicht sicher eintritt, eben weil sie fahrlässig ist. Dabei wird bei einer gerichtlichen Beurteilung zentral sein, wie schwer der Schaden ist, den Mutter oder Kind davongetragen haben. Bei einem schweren Schaden wird manches Gericht davon ausgehen, dass eine Einwilligung nicht möglich war. Kommt es nur zur einer leichten Schädigung im Wohlbefinden von Mutter oder Kind, wird manches Gericht davon ausgehen, dass die vorinformierte Schwangere rechtsgültig in die fahrlässige Verletzung einwilligen konnte und die Hebamme freisprechen.

Öffentliches Recht

Hebammen sind in der Gesetzgebung vieler Kantone als Gesundheitsfachpersonen erwähnt und unterliegen damit speziellen Regelungen. Das Gesundheitsgesetz des Kantons Bern erwähnt sie beispielsweise in Art. 15 GesG. Gemäss Art. 22 Abs. 1 GesG in Verbindung mit Art. 40 des Gesetzes über die Medizinalberufe (MedBG) hat die Hebamme ihren Beruf sorgfältig und gewissenhaft auszuüben. Bei Verletzung der beruflichen Pflicht oder anderer gesundheitsrechtlicher Vorschriften kann die zuständige Stelle der Gesundheits- und Fürsorgedirektion Disziplinar massnahmen gegen die Hebamme anordnen (Art. 17a GesG in Verbindung mit Art. 43 MedBG). Mögliche Disziplinar massnahmen etwa im Gesundheitsrecht des Kantons Bern sind eine Verwarnung, ein Verweis oder eine Busse bis zu CHF 20 000.– sowie Verbot der selbstständigen Berufsausübung.

In der Praxis ist es so, dass Disziplinarverfahren wegen Verletzung der beruflichen Pflichten selten sind und sich hauptsächlich auf schwere Verstösse beschränken. In der Regel erfolgt ein Disziplinarverfahren erst, wenn vorher ein Straf- oder Zivilverfahren stattgefunden hat. Man fragt sich nun also, ob man noch davon sprechen kann, dass eine Hebamme ihre

Arbeit im Sinn der öffentlichen Gesundheitsgesetzgebung sorgfältig und gewissenhaft macht, wenn sie eine Schwangerschaft rein mit Tastbefund begleitet. Angesichts der Tatsache, dass ein solches Vorgehen unter den aktuellen Stand der Wissenschaft liegt, werden Gesundheitsbehörden der Kantone diese Frage wohl mit Nein beantworten: Eine Hebamme, die sich auf eine reine Tastkontrolle während der Schwangerschaft einlässt, handelt kaum mehr sorgfältig und gewissenhaft im Sinn des Gesetzes. Die Hebamme muss entsprechend mit disziplinarischen Massnahmen rechnen. Diese werden umso härter ausfallen, je grösser der Schaden bei Mutter und Kind ist. Dabei wird das Argument wenig helfen, dass die Schwangere von der Hebamme vollumfänglich über die Gefahren und Risiken eines solchen Vorgehens informiert worden ist: Die meisten kantonalen Gesundheitsbehörden werden wahrscheinlich davon ausgehen, dass die sorgfältige Berufsausübung der Hebamme manchmal auch bedeuten kann, dass diese der Schwangeren einen Wunsch nicht erfüllt, vorliegend also, dass sie eine Schwangerschaftsbegleitung unter diesen Umständen verweigert.

Fazit

Eine Schwangerschaftsbetreuung nur durch Tastkontrollen ist rechtlich als Schwangerschaftsbetreuung unter dem aktuellen Stand der Wissenschaft zu betrachten. Eine Hebamme, die sich darauf einlässt, muss mit rechtlichen Problemen rechnen; je nach dem wird ihr wohl sogar Grobfahrlässigkeit vorgeworfen werden können, so dass eventuell ihre Haftpflichtversicherung auf Sie Rückgriff nimmt.

Diese Probleme kann sie auch nicht vermeiden, wenn sie über eine schriftliche Einwilligung der werdenden Mutter verfügt: Einerseits kann sie mit einer Einwilligung, die die Risiken aufzählt, zwar beweisen, dass sie die Frau umfassend informiert hat. Andererseits wird ihr aber gerade strafrechtlich vorgehalten werden, sie selbst habe die Risiken ja offensichtlich auch gekannt – warum hat sie sich dann auf das gefährliche Spiel eingelassen? Gerade weil die werdende Mutter mit ihrem Wunsch nicht nur die eigene Gesundheit, sondern auch jene des werdenden Kindes gefährdet und eventuell sogar verletzt, wird der Hebamme eine solche Einwilligung wenig nützen.

Jede Hebamme wird selbst entscheiden, ob sie sich auf eine solche Minimalkontrolle einlässt. Häufig werden die Schwangerschaften ja auch gut enden. Wenn es aber zu einem Unglücksfall kommt, steht die Hebamme aus rechtlicher Sicht in einer sehr schlechten Position. Die Autorin und der SHV raten deshalb dringend davon ab, solche Betreuungen zu übernehmen. Die Hebamme gefährdet mit ihnen im schlimmsten Fall ihre berufliche Existenz.

Autorin: Dr. Kathrin Kummer, Juristin des SHV, Bern

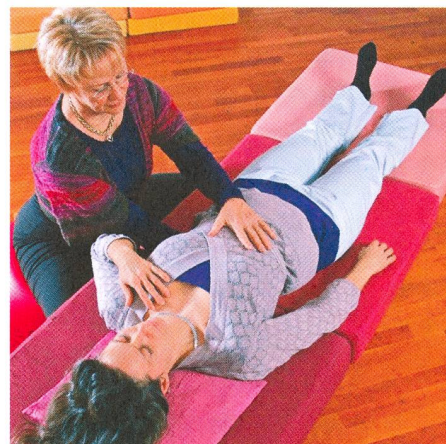
PR-Anzeige

Der Atem – Grundlage der Gesundheit

Nicht immer fühlen sich Menschen frei von körperlichen und seelischen Beeinträchtigungen. Die Atmung reagiert wie ein Seismograph auf alle Einflüsse und steht dann nicht mehr in ihrer vollen Kraft zur Verfügung.

Mit Atemübungen im Liegen, Stehen oder Sitzen beeinflussen wir die Atmung positiv. Die Übungen können in Gruppen- oder Einzelsitzungen gelernt werden, um sie im Alltag wirksam und selbständig einzusetzen. Die Atmung kann auch in Einzelbehandlungen verbessert werden. Die bekleideten Klienten werden zur Förderung der optimalen Atmung in Bauch- oder Rückenlage von den Atemtherapeuten mit Druck- und Dehnungsgriffen im Atemrhythmus behandelt.

Der Beruf der Atemtherapie und der Atempädagogik kann in einem 3-jährigen Lehrgang in teilzeitlicher Ausbildung gelernt werden. Die Ausbildung ist interessant, anspruchsvoll, umfasst 1600 Unterrichtsstunden und schliesst mit einer Diplomprüfung ab. Diese berechtigt zur Aufnahme in den Berufsverband SBAM und erfüllt die Qualitätskriterien zur Registrierung im Erfahrungsmedizinischen Register EMR.



Institut für Atem

Bewegung und Therapie Yvonne Zehnder GmbH
 Sekretariat Ingrid Zanettin
 044 722 20 24
 zanettin@ateminstitut.ch
 www.ateminstitut.ch

Fortbildung der Sektion Aargau/ Solothurn

Gewalt und Macht in der Familie – was können wir Hebammen tun?

Datum Mittwoch, 11. September 2013
Zeit 9 Uhr bis 16.15 Uhr | Ort Bürger-
spital, Schöngrünstr. 42, 4500 Solothurn

Referentinnen und Referenten **Renate Mitterhuber**, Hebamme aus Wien, «Gewalt und die Auswirkungen auf Schwangerschaft, Geburt und Wochenbett» | **Franz Ziegler**, Kinderschutz Kanton Solothurn, «Wenn Eltern zuschlagen ... ist der Kinderschutz gefordert» | **Lucia von Daeniken**, Fachstelle «Gewaltsleistung», Solothurn, «Häusliche Gewalt geht auch uns Frauen etwas an». Bitte reserviert Euch schon heute das Datum – wir freuen uns auf Euren Besuch!

Mehr Informationen unter: www.hebammen.ch

Fachgruppe frei- berufliche Hebammen Sektion Zürich

Fortbildung

Neueinstieg in die Freiberuflichkeit

Es werden die wichtigsten Informationen für die Tätigkeit als freiberufliche Hebamme vermittelt. Sie erhalten die Gelegenheit sich mit erfahrenen Hebammen, die freiberuflich arbeiten, auszutauschen und gewinnen in zentralen Themen mehr Sicherheit.

Datum und Zeit 30./31. 10. 2013 von 8.30 – 17 Uhr 1. 11. 2013 von 8.30 – 12 Uhr | Der Besuch eines halben Tages ist möglich | Kosten von CHF 110.– bis CHF 550.– | Ort Zürich | Anmeldung Anmeldung auf der Seite der SHV-Sektion «Zürich und Umgebung» unter www.hebamme.ch

Detaillierte Informationen bei Rebekka Suter rs@unterdorfpraxis.ch und bei Andrea Schiess as@unterdorfpraxis.ch

Sektion Bern

Vorankündigung Herbstfortbildung SHV Sektion Bern, 5. November 2013 Auditorium Ettore Rossi, Insspital Bern

Psychische Erkrankungen in der Schwangerschaft und Wochenbettzeit und deren Früherkennung
Die Fortbildung thematisiert die wichtigsten psychischen Erkrankungen im Kontinuum der Schwangerschaft, der Geburt und der Wochenbettzeit. Dabei

übernehmen die Hebammen eine wichtige Schlüsselstellung in der Früherkennung. Unter anderem wird das Screening der postpartalen Depression vermittelt. Zusammenarbeitsmodelle mit Experten und Fachstellen sind für den Verlauf der Erkrankung von zentraler Bedeutung und werden interdisziplinär diskutiert. Dabei werden auch die Möglichkeiten und Grenzen der Hebammenbetreuung thematisiert.

Weitere Informationen folgen zu einem späteren Zeitpunkt.

Nouveaux membres | Neue Mitglieder

Aargau-Solothurn

T 062 822 81 21

Neumitglieder

Bieri Barbara, Flumenthal, 2004, Zürich
Meier Daniela, Aarau, Studentin an der BFH
Schreiner Olivia, Lenzburg, 2008, St. Gallen
Zürcher Carmen, Solothurn, 2012, Bern

Bas-Valais

T 079 471 41 60

Nouveau membre

Cuttat Aurélie, Sion, 2012, Genève

Bern

T 031 333 58 73

Neumitglieder

Herzog Lena, Bern; Klisura Sarah, Ostermundigen;
Schlegel Sabine, Münsingen; Stillhard Franziska, Bern;
Wiederkehr Judith, Neuchâtel; Studentinnen an der
BFH, Zotter Kathrin, Bern, 1994, Bern

Beide Basel BL/BS

T 061 983 08 44 / 061 322 33 64

Neumitglied

Bertschi Gloria, Riehen, 1975, Lima Peru

Fribourg

T 026 477 05 76

Nouveau membre

Gumy Elise, Fribourg, 2011, Lausanne

Genève

T 022 757 29 10

Nouveaux membres

Abdel-Karim Hana, Genève; Beuret Clémence, Genève;
Brodet-Revillod Gaele, F Sallanches; Gabarrot Melodie,
Genève; étudiantes à l'HES, Genève
Floquet Marie-Line, Chêne-Bougeries, 1999, Lyon (F)
North Solene, Nyon, étudiante à l'HESAV, Lausanne
Pupulin Polly, Divonne les Bains (F), 2002, South-
hampton (UK)

Ticino

T 091 866 11 71

Neumitglied

Di Marco Anny Adele, I Cantù, 2006, Pavia (I)

Vaud-Neuchâtel-Jura

T 079 654 64 71

Nouveaux membres

Bonnefoy Fleur, Allinges (F); Trancoso Suzanna,
Lausanne; étudiantes à l'HESAV, Lausanne
Decollogny Carole, Yverdon-les-Bains, étudiante à
l'HES, Genève
Jaccard Michelle, La Chaux-de-Fonds, 1985, Besançon (F)

Zentralschweiz

T 041 442 08 00 / 041 320 63 06

Neumitglied

Ceresola Pascale, Luzern, 2000, Luzern

Zürich und Umgebung

T 079 711 80 32

Neumitglieder

Reinwardt Katrin, Zürich, 2008, Zürich
Wernli Joy, Meilen, 1995, Luzern

Natürliches Eisen aus dem Schatz des Ayurveda

Mehr Energie und Leistungskraft mit ayurvedischem Eisen-Rasayana.
Dieses Eisenpräparat füllt den Eisenspeicher auf natürliche Weise schnell wieder auf.



Eisen ist eines der wichtigsten Spurenelemente, die der Körper täglich braucht, um seine Funktion zu erfüllen und uns gesund zu erhalten. Es ist unter anderem wichtig für den Sauerstofftransport, die Atmung, die Zellteilung und Energiegewinnung. Viele Menschen leiden unter Eisenmangel. Sie sind müde und lustlos, die Lebensqualität sinkt zusehends. Eisenmangel ist ein weit verbreitetes Problem – vor allem bei Frauen. Die Gründe sind oft starke Menstruation, Schwangerschaft, Stillzeit und mangelhafte Eisenzufuhr durch die Nahrung. Besonders während der Schwangerschaft und der Stillzeit ist der Eisenbedarf höher als üblich. Der Körper der werdenden Mutter muss in dieser Zeit 30–40% mehr Blut bilden. Eine gute Durchblutung und ausreichende Versorgung mit Sauerstoff ist für die Entwicklung des Babys überaus wichtig. Auch in der Stillzeit benötigt die junge Mutter mehr Eisen als normalerweise. Sie muss nicht nur den eigenen Eisenbedarf decken, sondern auch den des Kindes. Die empfohlene Tagesmenge Eisen liegt daher bei 30 mg. Das entspricht der doppelten Menge gegenüber Frauen, die nicht schwanger sind oder nicht stillen. Nicht immer sind schulmedizinische Behandlungen notwendig, um den «Eisenspeicher» aufzufüllen. Zur Vorbeugung empfiehlt der Ayurveda neben einer ausgewogenen und abwechslungsreichen Ernährung die Einnahme von eisenhaltigen Nahrungsergänzungsmitteln. Wer alternative Heilmethoden den schulmedizinischen bevorzugt, hat mit Eisen-Rasayana sehr gute Erfolgsaussichten, die Mangelerscheinung zu beheben. Das ayurvedische Eisen-Rasayana ist einzigartig in seiner Wirkung. Es enthält Eisenoxid, das in einem sehr aufwändigen Verfahren hergestellt wird und vom Körper optimal aufgenommen werden kann.

Im Gegensatz zu pharmazeutischen Eisenpräparaten kombiniert der Ayurveda Mineralien, wie zum Beispiel Eisen, mit verschiedenen Kräutern. Die Indische Stachelbeere (*Embllica officinalis*) und Guduchi (*Tinospora cordifolia*) verbessern nach ayurvedischen Kenntnissen den Stoffwechsel und die Aufnahme des Eisens. Sie gewährleisten eine gute Verträglichkeit und Speicherung des Eisens. Ein wichtiger Faktor ist, dass Verstopfung und Magenbeschwerden vermieden werden. Die Ausscheidung von Stoffwechselschlacken wird ausserdem begünstigt. Generell wird der nötige Eisenbedarf mit der Einnahme von zwei Tabletten täglich (1 Tablette enthält 7 mg Eisen) gedeckt und das Immunsystem gestärkt. Der Bedarf in der Schwangerschaft und während der Stillzeit ist jedoch deutlich höher. Ayurvedisches Eisen-Rasayana wird sorgfältig nach überlieferter Rezeptur hergestellt und ist vom BAG als Nahrungsergänzung zugelassen. Eine Packung enthält 60 Tabletten.



Weitere Informationen: www.ayurvedashop.ch/eisen
Verlangen Sie bitte Ihr GratiSmuster Eisen-Rasayana.

AyurVeda AG
Dorfstrasse 71, 6377 Seelisberg, Telefon 041 820 55 44
info@veda.ch



ZHONG
INSTITUT

Ausbildungslehrgang

Akupunktur nach traditioneller Chinesischer Medizin für Hebammen und Gynäkologen

Grundkurs Akupunktur nach TCM
in der Geburtshilfe gemäss den Ausbildungsrichtlinien des SHV und der SBO-TCM

Anzahl Kurstage 15 (105 Unterrichtsstunden)
Anwendungsgebiet: Schwangerschaft, Geburt und Wochenbett

Kursbeginn:
07. November 2013 Bern
19. November 2013 Winterthur

Information & Anmeldung
ZHONG INSTITUT
Sekretariat: 031/ 792 00 68

info@zhong.ch
www.zhong.ch



Eisen – natürlich verträglich



Eisen-Rasayana

- Tabletten zur Nahrungsergänzung mit Eisen
- optimale Eisen-Verfügbarkeit und sehr gut verträglich
- zur Vorbeugung und Behandlung von Eisenmangel
- für konstant gute Eisenwerte

Infos und Gratismuster bei AyurVeda AG, Seelisberg, Tel. 041 820 55 44, www.veda.ch/eisen

Original 
Aromamischungen
Compositions aromathérapeutiques originales 



Bahnhof-Apotheke
Apotheker Dietmar Wolz e.K.
87435 Kempten - Allgäu
Bahnhofstr. 12 - Kotterner Str. 81
Tel. 00 49 (0)8 31 - 5 22 66 11
Fax 00 49 (0)8 31 - 5 22 66 26
www.bahnhof-apotheke.de

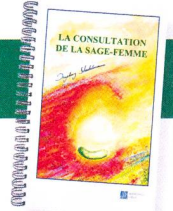
■ d'après les formules originales de la sage-femme et experte en aromathérapie Ingeborg Stadelmann Les Compositions aromathérapeutiques originales IS sont disponibles chez *farfalla* Essentials AG, www.farfalla.ch

■ Nous offrons également: Homéopathie, Vente par correspondance, Séminaires professionnels

Stadelmann Verlag:

La consultation de la sage-femme

d'Ingeborg Stadelmann
Stadelmann Verlag, Art-Nr.: 8278579
reliure à spirales, 350 pages, € 25,00



Notre boutique en ligne se tient à votre disposition 24 h sur 24!
www.bahnhof-apotheke.de

Hebammenorientierte

Weiterbildung in 2 x 3 Tage

Craniosacral Therapie und Geburtstraumatas auflösen

Sowohl für im Spital tätige Hebammen und Freischaffende.

Ihr lernt die wichtigsten Griffe, um in der Schwangerschaft und unter der Geburt das blockierte Becken und Ischias zu lösen und pp. im Wo-Bett die Körperstatik der Frau wieder herzustellen. Sofortige Erste Hilfe, bzw. Lösungsgriffe nach Vacuum, Zange und Sectio beim Baby werden intensiv gelernt und neue Wege das Bonding zu stärken, aufgezeigt. Die Geburtsverarbeitung von Mutter und Baby ist Kernthema. Kursort ist in Winterthur. Die Kursstunden werden teilweise bei einer Cranioausbildung anerkannt.

Kursdauer: 2 x 3 Tage **Total Kosten:** (6Tg.) Fr. 1080.-
Kursdaten: 12.-14. Sept. und 24.-26. Nov. 2013

Info und Anmeldung: Brigitte Meissner, Hebamme und Craniosacral Therapeutin, spezialisiert auf Geburtstraumatas, Seminarleiterin, Tel. 052 203 37 37.

SEMINAIRE reconnu pour la FORMATION CONTINUE

DEVELOPPEMENT FOETAL ET COUPLE PARENTAL SYMBIOSE MERE-BEBE ET COUPLE AMOUREUX

recherche publiée aux Editions SAGE-USA janv 2013

L'arrivée d'un bébé peut créer une impasse au sein du couple parental. Il est parfois impossible, pour les parents, d'y faire face.

La sage-femme formée au Conseil Psychologique a les moyens d'accompagner ce blocage profond, et elle peut contribuer à la restructuration du lien car elle se trouve, par son travail, au bon endroit et au bon moment.

YVERDON-LES-BAINS 16-17 août 2013

maryse dewarrat

Analyste Transactionnelle certifiée PTSTA-C
Sage-femme indépendante et Formatrice d'Adultes
toutes les infos : www.dewarrat-conseil.ch ou dès maintenant au 079/ 332 18 89

L'Ecole Suisse Romande d'Homéopathie Uniciste (ESRHU), agréée FMH et SSMH, donne son

cours d'Homéopathie Uniciste pour les professions médicales

(Médecins, dentistes, pharmaciens, vétérinaires, sages-femmes et infirmières)

au CHUV/Lausanne dès le 21 septembre 2013

Renseignements,
programme des cours et inscriptions:
www.crh-homeopathie.ch
esrhu.secretariat@crh-homeopathie.ch
tél. 021 791 39 46
fax 021 791 47 38

Entdecken Sie unser grosses Angebot

15% Rabatt
auf Ihren Einkauf

bei uns in der Buchhandlung oder im Onlineshop. Den Gutscheincode "Hebamme" einfach im Warenkorb im Gutscheinfeld eingeben oder im Laden diese Ausgabe der hebamme.ch vorlegen.

gültig bis 15.08.2013

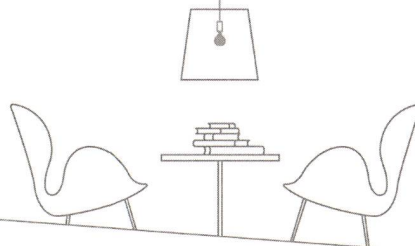
www.vitabuch.ch

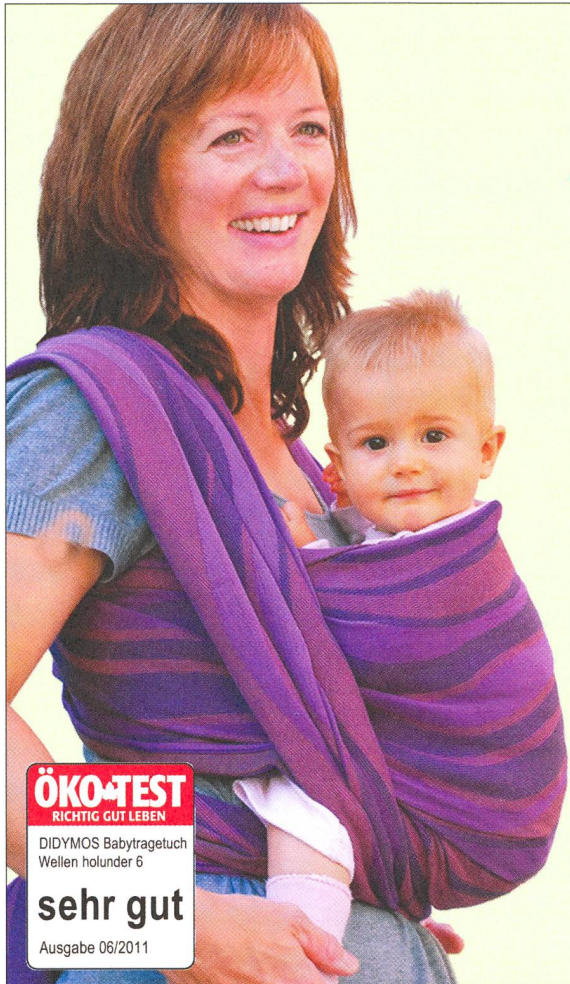


Buchhandlung Weyermann
www.vitabuch.ch

Herrengasse 30
3011 Bern

Tel. 031 311 59 59
Fax 031 311 59 35
info@vitabuch.ch





Das Original seit 1972

DIDYMOS®
Erika Hoffmann

DidyTai®



Für Hebammen:
ein Vorführtuch in Größe 6
zum Sonderpreis

Pour sages-femmes:
Echarpe de démonstration
en taille 6 au prix réduit

Das Babytragetuch mit der besonderen Webart für rundum sicheren Halt aus 100% unbehandelter kbA-Baumwolle in vielen wunderschönen Farben und Mustern. Drei Jahre Qualitätsgarantie. Keine Produktion in Billiglöhnländern. Anleitungen für alle Bindeweisen als Heft und als DVD bei jedem DIDYMOS-Tuch.

Leihtücher auf Anfrage. Wir liefern in 1-2 Tagen.

Kompetente Beratung vor und nach dem Kauf bei:
Service compétent et fiable avant et après vente chez:

Sonja Hoffmann • CH-3665 Wattenwil • Tel.: 033 356 40 42
Fax: 033 356 40 43 • info@didymos.ch • www.didymos.ch



Naturheilpraktiker/in - jetzt in in die verkürzte Ausbildung einsteigen

Als Hebamme direkt in ein höheres Semester einsteigen und von attraktiven Konditionen profitieren.

Nächste Einstiegsmöglichkeit: Oktober 2013 in Thun und Rapperswil.

Bestellen Sie die Ausbildungsunterlagen:
Telefon 033 225 44 22, mail@bodyfeet.ch



Die Fachschule für Naturheilkunde und manuelle Therapie. **Der Weg der zu dir passt.**

Thun, Aarau und Rapperswil. www.bodyfeet.ch



rajoton^{plus}
alkoholfrei

- Stärkungsmittel mit langjähriger Tradition, zur erfolgreichen Unterstützung während der Schwangerschaft und in der Stillzeit
- reich an Eisen, Kalzium, Magnesium und Vitamin C
- mit ausgesuchten Kräuterextrakten



Bitte senden Sie mir mehr Informationen:

Name:

Strasse:

PLZ/Ort:

Beruf:



Kräuterhaus Keller Herbosterie
1227 Carouge-Genève
Tel. 022 300 17 34, Fax 022 300 36 79